L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DU CONSEIL GENERAL ET DE LA PREMIERE MUNICIPALITE—NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 20 DECEMBRE 1848.

Imprimé et publié par MAGNE & WEISSE, No. 83, rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS: MERCREDI MATIN, 20 DECEMBRE.

☞ On trouvera ce journal, ainsi que notre bureau de souscription, chez M. Augustin, notre bureau de correspondance, rue Chartres, vis-à-vis la Bourse.

☞ Demain, jeudi, jour d'actions de grâce pour la Louisiane, l'*Abeille* ne paraîtra pas.

Les annonces qui nous seront envoyées aujourd'hui et demain paraîtront vendredi matin.

AFFAIRES DE FRANCE—PRESIDENCE.

IV.

Supposant Louis-Napoléon élu, on se demande, naturellement quelle sera, en calculant toutes les probabilités, les conséquences de cette élection.

Plusieurs hypothèses se présentent :

1o On les paris battus protesteront à main armée contre l'élection;

2o On bénit Napoléon s'emparera de la suprême puissance par un coup d'état;

3o On le prendre paisiblement possession de la présidence en se renfermant dans les limites de la Constitution.

Ici, dans nos Etats-Unis, la première supposition serait absurde, c'est-à-dire impossible. Le droit de décider implique chez les hommes le droit de se tromper. Du moment que le peuple a prononcé, son jugement, bon ou mauvais, est et doit être sans appel; sauf à se montrer plus sage ou mieux avisé à l'avenir. Le mal fait par une élection trouve son remède dans une autre élection. De la regence du peuple, on ne peut appeler qu'au peuple même informé. Parmi nous, ces vérités sont arrivées à force d'être vraies.

Mais on sait, généralement parlant, loin de penser ainsi en France. Les partis, et surtout les partis violents, n'y professent point, disons mieux, n'y comprennent point, cette soumission absolue au verdict des majorités. Si dans la lutte ils croyaient pouvoir, une fois battus, ils en appelleront invariablement à la force, toutes les fois qu'ils croient avoir la moindre chance de succès. Que si parfois ils se soumettent, c'est uniquement parce qu'ils se sentent trop faibles pour combattre; ils cèdent comme à la force. A moins d'avril dernier, alors qu'il s'agissait de diviser la candidature des officiers de la garde nationale, dans les réunions préparatoires d'un certain parti, on posait invariablement aux candidats cette question : *Dans le cas où l'Assemblée nationale ne répondrait pas à nos espérances, marcheriez-vous contre elle ?* — Tous ceux qui répondaient négativement étaient éliminés. Ceux-là seulement étaient couronnés par les chefs qui promettaient de marcher contre l'Assemblée, et, pour nous servir du mot de l'un d'eux, *de la jeter dans la Seine!*

L'hypothèse de la réunion des républicains de toutes les nuances pour combattre à main armée le pouvoir mis par le suffrage universel dans les mains de M. Louis-Napoléon, n'est donc point inadmissible en principe. En fait, cependant, elle est peu probable; parce que la masse des républicains modérés qui se groupe autour du général Cavaignac, non-seulement refuserait de prendre part à cet acte de violence, mais encore accourait probablement à la défense de la grande cause de l'ordre et des lois; et parce que, privés de ce puissant auxiliaire, les partisans de la violence se trouveraient trop faibles pour combattre avec quelque espoir de succès.

Mais, encore une fois, pour défendre de l'opinion que les mécontents auront de leurs forces.

II.

Assurément la place de Président de la République Française est assez belle, assez élevée, pour satisfaire l'ambition d'un honnête homme quelque vaste que soit sa capacité, quelque grande que soit son illustration. Malheureusement les rois, jadis, n'étaient pas tous des Louis-le-Grand, et ne prétendaient facilement que leurs droits sont égaux sinon supérieurs à ceux des peuples. Le fonctionnaire, c'est-à-dire le serviteur, se transforme rapidement en maître; et son usurpation est la pente commune qu'elle change de nom pour lui ou s'appelle *légitimité*. Aussi n'y a-t-il pas de si injuste principiale qui ne puisse gravement de "ses droits au trône de ses ancêtres."

Un descendant de race royale est donc, à coup même de cette qualité, le plus choisi qui se puisse faire pour élever à la Présidence d'une république, surtout d'un pays où ses ancêtres ont régné. Il doit toujours penser que la part qu'il a eue par la Constitution est interprétée par la part qu'il s'attribuera héréditairement. Que si par hasard, il est lui-même sans ambition, son entourage en a pour lui; parce que, le fameux : *tout cela est à nous*, signifie dans le langage des courtisans, tout cela est à nous.

Loin de faire exception à la règle, Louis-Napoléon, tous les actes de sa vie passé l'attestent, est dévoré d'ambition; et son ambition n'est pas celle d'un tribun. A Strasbourg, à Boulogne, il invoquait sa droit et sa gloire et se plaçait ouvertement sous l'aile de l'aigle impérial. Maintenant, sous le régime républicain, il se pare encore du nom et des souvenirs glorieux de son oncle.)

La conséquence logique à tirer de tout cela, c'est qu'il doit méditer un coup d'Etat, c'est à dire une usurpation de la souveraine puissance.

Mais, objecte-t-on, c'est un homme nul.—Non, c'est un homme ordinaire, écrasé sous le poids de son nom. Enivré ne l'est-on pas avoir de l'ambition sans génie ? Combien d'ambitieux reconnus non pour un homme de génie ! —Mais il n'osera pas faire un coup d'Etat.—Sur ce point on pourrait avoir raison. N'est-ce pas qui vient mais le pousser-t-on pas ?—

Enfin, aurait-il choisir le moment favorable et profiter des circonstances ainsi les faire paraître au besoin ?—Ici l'objection est très sérieuse, nous avons presque dit sans réplique. La sécurité est presque toujours un choix du moment et le génie seul sait faire ce choix. La sécurité de la France libérale est là.

Donc, si la tentative est plus que probable, la réussite est plus que douteuse. Il ne faut pas s'y tromper, en effet, dans le cas où il tenterait un coup d'Etat, toute la population républicaine, bien plus forte à présent qu'elle ne l'était en février, se lèverait comme un seul homme et verserait pour cette cause jusqu'à la dernière goutte de son sang.

Cependant, il n'est pas impossible, après tout, qu'effrayé des dangers de sa tentative liberticide et de l'incertitude du succès, il ne s'en tienne après mûre délibération, à la présidence telle qu'elle est déterminée par la Constitution.—S'il en est ainsi, il sera promptement usé au contact du pouvoir, et tout danger, de ce côté, aura disparu avant peu.

S'il prenait ce dernier parti, sa présidence serait peut-être moins calme que celle du général Cavaignac, parce qu'il inspirerait moins de confiance que celui-ci aux républicains; mais après quelques mois la différence serait peu sensible. Dans les deux cas, ce serait, à très peu de choses près, la continuation de l'état actuel des choses. Un regrette plus à l'Elysée parce que l'horizon politique s'élargirait; on ne serait plus dans l'attente d'un événement prochain, et pour ainsi dire prévu d'avance, d'où peut sortir une révolution ou la guerre civile.

En réalité pourtant la difficulté ne serait qu'ajournée. Au fond, la situation serait ce qu'elle est actuellement, c'est-à-dire fort mauvaise. On aurait toujours un parti qui ne veut rien de moins qu'une révolution sociale, c'est-à-dire de renversement de l'état social actuel, en d'autres termes, abolition de la famille et de la propriété; on aurait toujours la misère en retenue par la crainte de ce bouleversement radical, sans cesse suspendue sur la société, comme une autre épée de Damocles; on aurait toujours un budget écrasant et croissant graduellement comme la misère publique et le pauperisme, avec une population agglomérée, de plus en plus capable de la payer; on aurait toujours en un mot l'alternative d'une guerre d'extermination ou d'une paix universelle. Seulement la perspective serait plus lointaine, la crise moins imminente et l'on pourrait se figurer, concevoir, Dieu aidant, l'espérance d'un avenir meilleur.

En somme ce qui peut arriver de plus heureux à la France, c'est que les événements lui permettent de maintenir un état de choses dans lequel elle vit depuis trois ans.

LEGISLATURE.

Le [illegible] a été [illegible] dans [illegible] d'un comité [illegible] Ce bill [illegible] à la Chambre.

RAPPORT DU SECRETAIRE DE LA MARINE.

Le rapport de l'honorable secrétaire de la marine est d'une longueur désespérante. Il faut un véritable courage pour parcourir cet énorme document qui occupe toute une page du journal officiel.

Le *St-Laurence*, frégate de première classe, et le *Vermont*, vaisseau de ligne, qui été lancés dans le courant de l'année dernière. Les quatre steamers de guerre dont la construction a été ordonnée par la loi du 3 mars 1847 sont presque achevés. On a mis la dernière main à l'*Saranac*, construit à Kittery. Le *Powhattan*, construit à Norfolk, le *Susquehannah*, à Philadelphie, et le *San Jacinto*, à New-York, seront lancés dans le courant de l'année présente. Quatre vaisseaux de 74 canons et deux frégates de 44, sont presque achevés; on peut les terminer et les mettre à l'eau dès que le gouvernement le voudra.

M. Mason indique l'emploi qui a été fait des navires de l'Etat pendant l'année qui vient de s'écouler. Il parle avec éloge de la conduite de nos marins aux différentes époques de la guerre du Mexique; ils ont noblement soutenu la réputation de nos armes. L'ennemi n'a pas fait une seule prise sur nous, et les assurances maritimes ne sont à peine ressenties de la guerre.

Pour rendre notre marine plus efficace il conviendrait d'adopter un nouveau système d'avancement. Que l'on considère uniquement le mérite, les capacités et les services rendus à l'Etat. Les officiers qui sont labilités à construire le service, devraient toucher la demi-solde, bien que la cause de leur retraite ne soit pas des blessures reçues en combattant. Il est indispensable, pour accroître l'utilité de notre marine, de fournir aux jeunes officiers tous les moyens d'instruction. L'école d'Annapolis a déjà donné d'excellens résultats; on devrait maintenant affecter un navire à cette institution afin que les élèves puissent appliquer la pratique à la théorie et apprendre la manœuvre et le maniement de l'artillerie. On ferait peut-être bien de placer à l'école de marine les trophées que nos navires de guerre ont rapportés de leurs combats afin d'exciter l'ardeur et l'émulation des élèves.

Les travaux entrepris à Pensacole réclament $221,937; ceux de Philadelphie, $13,742; ceux de Kenery, 732,935—total, $2,468,884.

Le rapport parle des résultats avantageux obtenus par l'observatoire national et recommande la publication d'un almanac maritime. Il recommande aussi d'établir entre la Nouvelle-Orléans et Vera-Cruz un service régulier de bâtimens à vapeur qui pourraient au besoin être convertis en steamers de guerre.

Le budget de la marine pour la prochaine année fiscale est de $8,858,856 58.

Le rapport propose de réviser les réglemens de la marine, de nommer des payeurs additionnels et d'augmenter le nombre des soldats de marine.

NOUVELLES D'EUROPE.—Les nouvelles apportées par le *Canada* nous arrivent, par bribes.

En France, on commence à se préoccuper de la candidature présidentielle de Lamartine. La médiation anglo-française acceptée par l'Autriche pour les affaires d'Italie a désigné Bruxelles comme le lieu des conférences.

Le plus grande agitation continue à régner à Vienne et à Berlin. Une lutte suprême entre les deux rois et leur peuple se prépare sourdement.

Une conspiration a été découverte et étouffée à Lisbonne.

Les troupes pontificales ont été massacrées par les Autrichiens. La tranquillité règne à Florence et à Naples.

Correspondance de l'Abeille.

WASHINGTON, 9 décembre 1848.

Voici le second jour de l'interrègne, depuis que la mort de M. Lewis a été annoncée au Congrès et au public qu'y a, en simple mortalité et conjectures, on semble en apparence indifférent à ce qui devrait exciter l'intérêt. Cela dépend de puissantes causes. La principale, c'est que, la composition du président cabinet étant terminée chez pour tout le monde, chacun se flatte d'arriver peut-être au but de son ambition. Le général Taylor a fait preuve de sagacité en ne s'engageant pas d'avance, par le vote d'un seul Etat s'étendre de la Sierra Madre jusqu'à l'océan Pacifique. A l'Est des montagnes, le Congrès aura le droit de créer de nouveaux Etats. Le Nouveau-Mexique et la Californie envertissent deux représentans au Congrès et environ divisés en deux districts judiciaires. Cette proposition sera des partisans et des adversaires; des partisans, parce qu'elle donne immédiatement la question de l'esclavage des adversaires, parce que l'on ne croit pas que les habitans de ces deux territoires soient propres à former un gouvernement d'Etat. A moins cependant que l'on n'imagine un compromis quelconque, la Californie et le Nouveau-Mexique resteront encore pendant près de deux ans sans gouvernement. Dans l'état actuel des choses, le Congrès ne votera aucune loi sans y insérer l'ordonnance de 87.

H.

LE *Général Cavaignac et l'armée*.—On lit dans un journal français :

"Le général Cavaignac ne se contente pas d'expédier sa biographie à chaque régiment, il veut encore qu'on la lise; et il faut bien convenir que ces deux choses-là sont la conséquence l'une de l'autre. Rallier la première n'est pas le difficile, quand on dispose du budget, mais l'important était d'arriver à la seconde.

"Or, voici ce que le général Cavaignac vient d'imaginer!

"Il est prescrit à chaque caporal de service de faire chaque soir aux soldats la lecture de cette fameuse biographie. Cela fait partie intégrante de la *théorie militaire*. Qu'un de ces après-midi, que le général Cavaignac n'est pas un homme d'esprit!

ETATS DE BRETAGNE.—LES MEMOIRES D'OUVRARD.—Le renfermant des détails pleins d'intérêt sur les troubles dans la Bretagne lors de la révolte en 1789. La partie historique de l'ouvrage posthume de Chateaubriand ne sera certainement pas la moins attrayante. Nous donnons aujourd'hui quelques pages d'un des premiers chapitres du deuxième volume.

Les Etats étaient convoqués pour le 1er de décembre (1788). La commune de Rennes, n'après elle les autres communes de Bretagne, n'avait pas un arrêté qui défendait à tout gentilhomme d'occuper d'aucune place pendant la durée de la session. Les gentilshommes, ainsi exclus de la capitale, se réunirent à Nantes. Ils y arrivèrent au nombre d'environ deux cents. Ils choisirent pour leur chef le comte de Botherel, qui devait présider l'ordre de la noblesse et le fit arriver à Rennes. Les gentilshommes furent accueillis par les jeunes gens de Nantes; ils arrivaient au nombre de quatre cents, et le commandant, malgré ses prières, ne fut empêcher d'envahir la ville. Des assemblées, en sens divers, au champ Monmorin et dans les cafés, en étaient venues à des collisions sanglantes.

Les Etats, logés dans notre salle, nous prîmes la résolution de salle dehors, l'épée à la main; ce fut un assez beau spectacle. Au signal de notre président, nous tirâmes nos épées tous à la fois, au cri de : *Vive la Bretagne!* et, comme une garnison nous rencontrez, nous escaladâmes une fâcheuse sortie, pour passer sur le ventre des assiégeans. Le peuple nous reçut avec des huées, des jets de pierre, des bourrades, des coups de bâton et de pistolets. Nous fîmes une trouée dans la masse de ses ennemis, et nous nous retirâmes sans perdre un homme. Plusieurs gentilshommes furent blessés, traînés, déchirés, chargés de meurtrissures et de contusions. Parvenus à grand'peine à nous dégager, chacun regagna son logis.

Deux ducs s'accompliront entre les gentilshommes. Ils écoliers de droit et leurs amis de Nantes. Un de ces ducs eut lieu publiquement sur la place Royale; l'honneur en resta au vieux Keraliou, officier de marine, attaqué, qui se battit avec une incroyable vigueur, aux applaudissemens de ses jeunes adversaires.

Un autre attroupement s'était formé. Le comte de Mirabeau, ayant aperçu dans la foule un ajutant nommé Ollivier, auquel il avait donné, monsieur, ceci nous regarde." On se range en cercle autour d'eux; Mirabeau fait sauter l'épée d'Ollivier et la lui rend : on s'embrasse et la foule se disperse.

Du matin, la noblesse bretonne ne succomba pas sans honneur. Elle refusa de députer aux Etats-Généraux, parce qu'elle n'était pas consultée selon les lois fondamentales de la constitution de la province; elle alla répondre en grand nombre l'armée des princes, se fit décimer à l'armée de Condé, ou avec Charette dans les guerres vendéennes. Elle elle changé quelquefois de la majorité de l'Assemblée nationale, au cas en réunion à cette Assemblée! Cela n'est pas sans exemple dans les grandes manifestations sociales, les résistances individuelles, les nombres pour les carnelières, sont imposantes contre les faits. Cependant, il est difficile de dire ce qu'aurait pu produire un homme du génie de Mirabeau, mais d'une opinion opposée, s'il était rencontré dans l'ordre de la noblesse bretonne.

Le jeune Bédaloé et Saint-Rivral, mon camarade de collége, avaient pris grand soin de leurs personnes, en sondant à la chambre de la noblesse; le premier fut en vain défendu par son père, qui lui servit de second.

Lecteur, je l'arrête : regarde couler les premières gouttes de sang que la Révolution devant répandre. Le ciel a voulu qu'elles soient mêlées aux veines d'un compagnon de mon enfance. Supposons un chat au lit de mort de Saint-Rivral; on rôdait de nuit, on changeait seulement le nom, ce que l'on dit de la victime par qui commence la grande immolation! Un gentilhomme, nommé *Chateaubriand*, fut mis en se rendant à la salle des Etats. Ces deux mots auraient remplacé ma longue histoire, Saint-Rivral n'eût pas mon rôle sur la terre : j'aurais été dévoué au lecteur et au sacrifice. Mais j'existe, je vis, je suis, et je ne veux pas d'héroïsme. Nous pouvons être sauvés, j'aurais compté les bras autant que les hommes pour vous produire à votre poste.

Le Pleutre assemblage de chrétien dans la salle de l'Hôtel-de-Ville, et Bédaloé, le brave, le loyal, le généreux Bédaloé, est mort sans prêtre, sans sacrement, sans confession, sans absolution, sans communion, sans extrême-onction, sans viatique, sans eau bénite, sans prières, sans messes, sans funérailles, sans sépulture, sans tombeau, sans inscription, sans oraison funèbre, sans souvenir, sans regret, sans pleurs, sans deuil, sans soupirs, sans mémoire, sans gloire, sans espérance, sans immortalité, sans Dieu, sans rien enfin, sans rien, sans rien, sans rien!

Et le gentilhomme qui a tué Bédaloé, le gentilhomme qui a tué Saint-Rivral,